



LETTRE ÉCONOMIQUE D'ALGÉRIE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

D'ALGER

N° 104 – Septembre & Octobre 2021

Perspectives économiques du FMI & Banque Mondiale

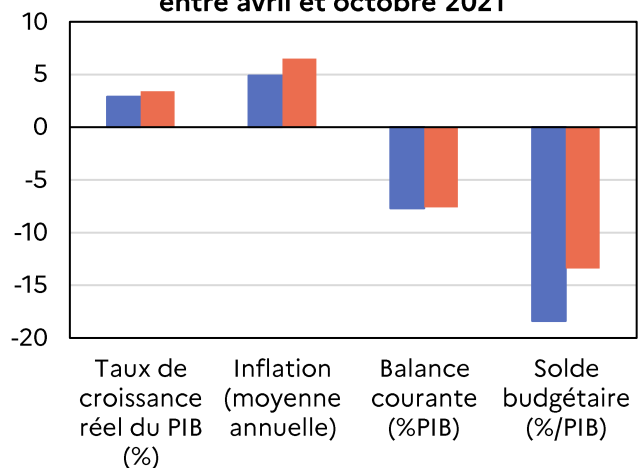
Le FMI et la Banque Mondiale revoient à la hausse leurs prévisions de croissance pour 2021

Le Fonds Monétaire International (FMI) a publié de nouvelles prévisions dans le cadre de ses publications semestrielles, respectivement les perspectives économiques mondiales ([WEO](#)) et régionales ([REO](#)). La Banque Mondiale pour sa part a également mis en ligne son [rapport macroéconomique dédié à la zone MENA](#) (Moyen-Orient et Afrique du Nord). Ces prévisions correspondant à une réactualisation des dernières données, publiées en avril 2021.

Pour 2020, le FMI et la Banque Mondiale ont toutes deux ramené leurs estimations de contraction du PIB pour 2020, à -4,9 %, contre, respectivement, une estimation publiée en avril dernier à -6 % pour le FMI et -5,5% pour la Banque Mondiale. Ce niveau de récession est similaire à celui indiqué par le Premier ministre et ministre des Finances Aïmene Benabderrahmane devant la commission des Finances de l'Assemblée Populaire Nationale (APN).

Pour 2021, le FMI et la Banque Mondiale s'accordent sur une révision à la hausse de leurs prévisions de croissance du PIB réel. Alors qu'en avril 2021 le FMI prévoyait une croissance de 2,9 % en 2021, l'institution a corrigé ce taux à 3,4 %. La Banque Mondiale pour sa part anticipe une croissance 2021 de 3,9 %, contre une prévision de 3,2 % publiée en avril dernier. Les autorités algériennes quant à elles, ont également revu positivement la prévision de croissance du PIB réel à 4,4 %, contre 4,1 % en juin dernier.

Comparaison des prévisions du FMI entre avril et octobre 2021



■ 2021 (REO Avril 2021) ■ 2021 (REO Octobre 2021)

Ces révisions s'expliquent par la progression anticipée du secteur des hydrocarbures, que le FMI évalue à 9,4 % en 2021 (contre une prévision initiale réalisée en avril de 0,1 %), à la faveur à la fois de la remontée des cours, mais aussi de la

hausse de la production algérienne permise par les accords OPEP+. Le FMI revoit par ailleurs le taux de croissance du PIB hors hydrocarbures à 2,3 % (contre 3,4 % en avril dernier). Les prévisions publiées par la [Banque Mondiale](#) dans son *Algeria's Economic Update* complètent l'analyse par secteurs : l'industrie affiche une croissance de 7,1 % en 2021, le secteur agricole de 1,6 %, et celui des services de 1,5 %.

S'agissant plus spécifiquement du secteur des hydrocarbures, le FMI revoit à la hausse sa prévision de production de pétrole, avec une prévision à 0,91 mb/j (+7 % par rapport aux prévisions d'avril dernier). La production de gaz est, quant à elle, estimée à 1,74 mb/j (+21 % par rapport à avril). À cet égard, la révision à la hausse de la production de pétrole s'inscrit dans un contexte d'une réduction progressive des quotas mis en place dans le cadre des accords OPEP+, permettant à l'Algérie d'augmenter sa production de 400 000 barils / jour depuis août 2021. La hausse de la production de gaz intervient à une période marquée par une nette hausse des cours au niveau mondial (75,7 EUR/MWh pour le Dutch TTF au T3 2021 contre 8,6 EUR/MWh au T3 2020). Ainsi, grâce aux nombreux investissements réalisés ces derniers mois (renforcement des capacités d'exportation), et malgré la hausse de la consommation interne (avec des pics de consommation électrique enregistrés en juillet 2021), l'Algérie pourrait augmenter selon le FMI ses exportations de gaz, à 1,10 mb/j (soit une progression de 45 % en comparaison des prévisions réalisées en avril 2021). Cette tendance devrait lui permettre également de bénéficier d'un prix du gaz en hausse constante en 2021.

S'agissant du commerce extérieur, le FMI estime le niveau des exportations algériennes en 2021 à 38,7 Mds USD (+7,5 Mds USD par rapport à avril 2021). Les importations progresseraient elles aussi, à 47,3 Mds USD (+ 5,3 Mds USD par rapport à avril 2021). La Banque Mondiale confirme cette tendance, précisant qu'avec l'augmentation des

ventes d'hydrocarbures, les exportations algériennes devraient, en 2021, progresser plus rapidement (+13,8 % à 38,7 Mds USD) que les importations (+8,7 % à 47,3 Mds USD). Le ministère des Finances algérien confirme cette dynamique, puisque selon lui, au cours des huit premiers mois de 2021, l'Algérie a augmenté ses exportations globales de marchandises, qui passent de 15,1 Mds USD entre janvier et août 2020 à 23,7 Mds USD entre janvier et août 2021.

Quant aux soldes externes, le FMI maintient sa prévision de déficit courant à 7,6 % du PIB (contre 7,7 % en avril). La Banque Mondiale, pour sa part, révisé fortement sa prévision, à 3,8% du PIB (contre 12,1 % du PIB en avril). Du point de vue budgétaire, les prévisions d'octobre du FMI font état d'un déficit équivalent à 13,4 % du PIB (prévision de 18,4 % en avril). La Banque Mondiale revoit aussi sa prévision de déficit budgétaire attendu pour l'année 2021 à 5,3 % du PIB, contre 12,1 % en avril dernier.

Pour 2022, les deux institutions s'accordent sur un ralentissement de l'activité économique. Le FMI anticipe une croissance de seulement 1,9 % (contre une prévision de 2,7 % en avril). La Banque Mondiale estime, pour sa part, une hausse du PIB réel de 1,8 % (contre 2,3% en avril), en raison notamment d'exportations moins dynamiques (+1,1 %).

Finances publiques

L'examen du projet de loi de finances 2022 expose un creusement anticipé du déficit budgétaire.

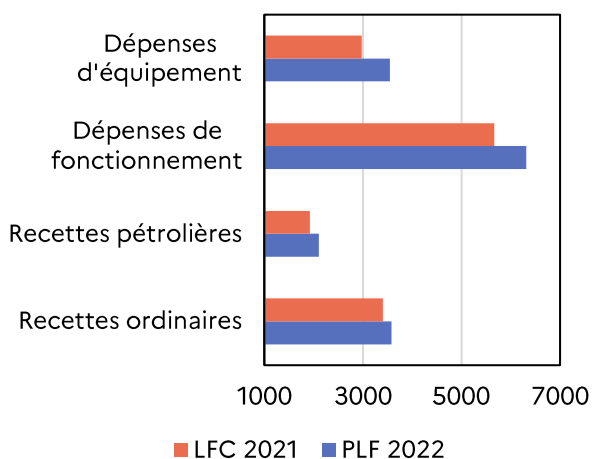
Le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, a présenté, le 24 octobre, le projet de loi de finances 2022 (PLF 2022) devant la commission des finances et du budget de l'Assemblée Populaire Nationale.

Selon les éléments publics, le budget serait basé sur un prix de référence du baril de pétrole algérien (*Sahara Blend*) à 45 USD et un prix du marché du baril à 50 USD (prix du panier de référence de l'OPEP). Ces prix sont respectivement supérieurs de 5 USD par rapport aux hypothèses retenues dans la loi de finances de 2021 (LF 2021), alors que le prix annuel du *Sahara Blend* est demeuré supérieur à 60 USD/b sur les dix premiers mois de l'année 2021.

Dans la continuité de la LFC 2021, le PLF 2022 entérine la hausse des dépenses et recettes publiques. Toutefois, la hausse des dépenses (+14,1 % entre le PLF 2022 et la LFC 2021, à 9858 Mds DZD), est plus importante que la progression des recettes (+6,6 % à 5683 Mds DZD). Cette programmation budgétaire entérine ainsi un creusement du déficit budgétaire et, au total, un besoin net de financement équivalent à 4 176 Mds DZD (après 2 800 Mds DZD en 2021).

Comparaison de la LFC 2021 vs PLF 2022 (Mds DZD)

Sources : Presse, Calculs SER



En décomposant les dépenses de l'État, les dépenses de fonctionnement (64 % des dépenses totales) seraient en progression de 11 % par rapport à 2021 pour s'établir à 6 312 Mds DZD, à l'instar des dépenses d'investissement (36

% du total) à 3 550 Mds DZD, soit +27 % par rapport à la LFC 2021.

Selon les allocations publiées au Journal Officiel, les principaux crédits ministériels sont revus à la hausse : le ministère de la Défense nationale disposerait en 2022 du premier budget de fonctionnement, estimé à 1300 Mds DZD, soit une hausse de 6 %. Il serait suivi par celui du ministère de l'Éducation nationale, avec 825 Mds DZD, stable par rapport à l'exercice 2021. Le budget du ministère de la Santé atteindrait pour sa part 439 Mds DZD, soit une progression annuelle de 7 %. Le ministère de l'Enseignement supérieur verrait également son budget augmenter à 400 Mds DZD, contre 370 Mds DZD en 2021. Enfin, le ministère de l'Agriculture devrait également bénéficier d'une progression de 52 % de ses crédits, à 341 Mds DZD.

Sur le plan des recettes, le projet de texte fait état d'une hausse de 5 % des recettes ordinaires à 3 579 Mds DZD (63 % du total des recettes), de même qu'une hausse importante des recettes au titre de la fiscalité pétrolière (+9,2 % à 2 104 Mds DZD). Ces recettes pétrolières représenteraient 37 % des recettes totales.

Production Industrielle

L'ONS a publié les chiffres de la production industrielle du secteur public au deuxième trimestre 2021

La [production industrielle du secteur public national](#), enregistre une augmentation de 11,6 % au deuxième trimestre 2021 en rythme annuel. Cet indice avait enregistré un net recul en 2020, dans le sillage de la crise sanitaire (- 14,1 %).

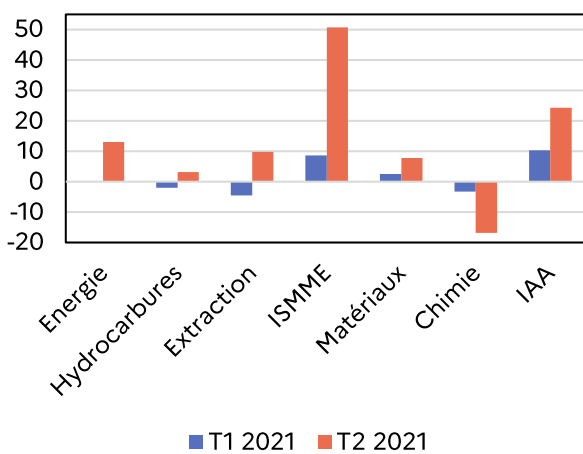
Au deuxième trimestre 2021, l'ensemble des secteurs d'activités sont en hausse, à l'exception de celui des industries chimiques.

Sur le volet énergétique, la production du secteur affiche une performance de +13 % par

rapport à la même période de l'année écoulée qui s'est caractérisée par une baisse de 6,8 %. De manière connexe, après des baisses successives amorcées au quatrième trimestre 2019, la production globale des hydrocarbures progresse de 3,2 %. D'après l'ONS, le secteur est porté par la reprise de la production du pétrole brut et du gaz naturel (+3,1 %, contre un recul de 10 % au T2 2020) constituant la majorité de la catégorie. L'activité de liquéfaction du gaz naturel connaît également un rebond de 9,5 %, tandis que le raffinage de pétrole brut enregistre une baisse de

Variations trimestrielles des principaux secteurs d'activités de la production industrielle publique algérienne (%)

Source : ONS



2,4 %. Les mines et carrières enregistrent une croissance de 9,8 % après un recul de 3,6 % au T2 2020.

Dans le détail, les résultats confirment les tendances positives de certains sous-secteurs tels que l'extraction du minerai de phosphates et celle du minerai et matières minérales, qui affichent des taux de croissance respectivement à +77,1 % (contre un recul de 7,5 % au T2 2020) et +16,9 %. Dans la continuité, la production du secteur des ISMME connaît des variations positives pour le deuxième trimestre consécutif.

Au T2 2021, la hausse est de 50,7 % (contre un recul de 54,9 % au T2 2020), portée principalement par des augmentations dans la fabrication des biens intermédiaires métalliques, mécaniques et électriques (+50,2 % contre -57,4 % au T2 2020), des biens d'équipement mécanique (+92,9 % contre -61,2 % au T2 2020), de la sidérurgie et de la transformation de la fonte et acier (+115,2 % contre -81,2 % au T2 2020).

En outre, d'autres secteurs d'activité enregistrent des hausses durant ce deuxième trimestre 2021. Ainsi, les matériaux de construction et les industries agroalimentaires progressent de 7,8 % et de 24,3 %, tout comme les industries textiles, les cuirs et chaussures et les industries des bois (respectivement +17,6 %, +27,6 % et +36,2 %). Toutefois, comme indiqué précédemment, les industries chimiques enregistrent une baisse de 16,8 %, plus importante que celle relevée au trimestre précédent -3,3 %.

En rythme semestriel, ces données permettent de dégager une croissance de 5,8 % de la production du secteur public national pour le premier semestre 2021.

Commerce extérieur

L'ONS a publié les indices de valeurs unitaires du commerce extérieur pour le premier trimestre 2021

La publication par l'ONS de ce [rapport](#), met en évidence pour le 1^{er} trimestre 2021 une hausse généralisée des exportations et importations en valeur (prix), tandis qu'en volume, seules les exportations sont en hausse.

Selon l'ONS, les prix à l'exportation et à l'importation des marchandises, libellés en dinar, connaissent, par rapport au premier trimestre 2020 (T1 2020), une hausse de 15,5 % pour les exportations et de 11,9 % pour les importations

Les ventes d'hydrocarbures représentant 91 % du total des exportations algériennes, la remontée du cours de 16 % au T1 2021 par rapport au T1 2020 contribue principalement à cette dynamique. Dans le même temps, l'augmentation de 32,9 % des prix des produits hors hydrocarbures par rapport au 1^{er} trimestre 2020, conforte la tendance.

Ces augmentations de prix à l'exportation ont bien sûr contribué à la hausse des recettes d'exportations de l'Algérie, ces dernières ayant progressé en valeur courante de 27,1 % au T1 2021 par rapport au T1 2020. Dans le détail, les exportations issues des hydrocarbures (91 % du total des exportations algériennes) sont en hausse de 21,5 %. L'évolution à la hausse des cours mondiaux des principales matières premières alimentaires se traduit par une augmentation de 35 % de la valeur courante des importations algériennes de produits alimentaires.

réduire le déficit commercial (de 288 Mds DZD au T1 2020 à 163,6 Mds DZD au T1 2021).

En matière de volumes, les exportations sont en hausse de 10,1 % (accords OPEP+), dont une hausse estimée de 7 % pour le secteur des hydrocarbures. Le volume des exportations de produits hors hydrocarbures progressent quant à eux de 30,1 %. Enfin, les volumes à l'importation reculent de 2,8 % entre le T1 2020 et le T1 2021. Ainsi, les plus importantes baisses en termes d'importations concernent : les combustibles minéraux, lubrifiants (-68,1 %), les huiles grasses et cires d'origine animale ou végétale (-36,4 %) et les articles manufacturés (-19,7 %). Tandis que, les principales hausses sont enregistrées par les matières brutes non comestibles (28,5 %), les produits chimiques (14,3 %) et les produits alimentaires (+8,9 %).

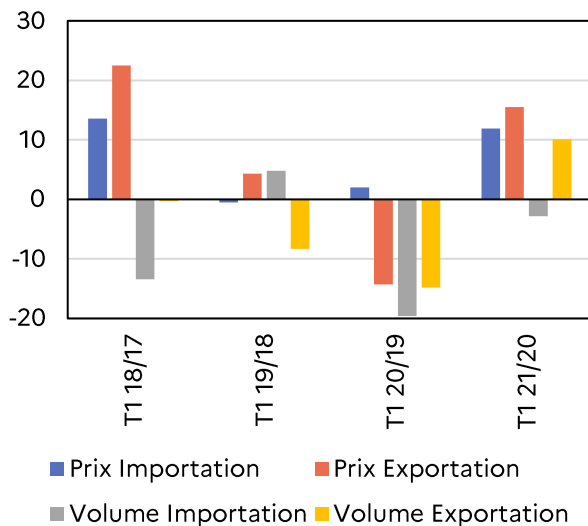
Hydrocarbures

Un secteur des hydrocarbures bien orienté à la faveur de la remontée des cours.

[Les 20^e et 21^e réunions ministérielles des pays de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole \(OPEP\) et non-OPEP - OPEP+ tenues en septembre et octobre 2021 ont confirmé le plan](#)

Variation trimestrielle des prix et volumes à l'importation et l'exportation, T1 2018 - T1 2021 (%)

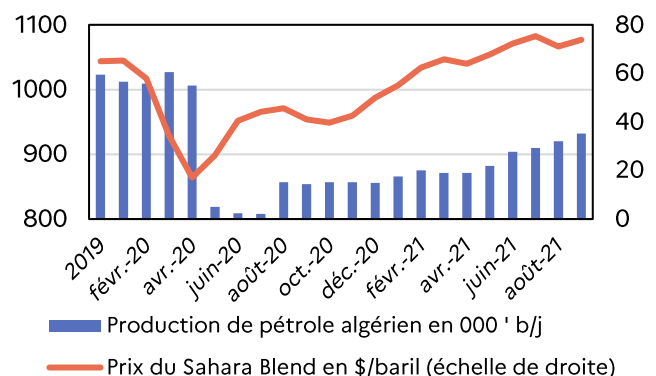
Source : ONS



La valeur des exportations augmentant davantage que celle des importations, la tendance contribue, au premier trimestre 2021, à

Evolution de la production de pétrole et du prix du baril algérien (sahara blend)

Source : OPEP



d'ajustement de la production jusqu'au mois de novembre. Cet accord permettra à l'Algérie d'augmenter sa production de 20 000 barils/jour (b/j) durant le mois de novembre 2021, pour atteindre une production actée par l'accord OPEP+, de 952 000 b/j. La production algérienne a ainsi augmenté en moyenne de 8 % entre janvier et septembre 2021 à la faveur de ces ajustements progressifs à la hausse. Dans le même temps, d'après les données de l'OPEP, le baril de *Sahara Blend*, référence du brut algérien, affiche un prix de 73,9 USD/b en septembre 2021 soit une progression de 32,9 USD par rapport à son prix moyen annuel en septembre 2020.

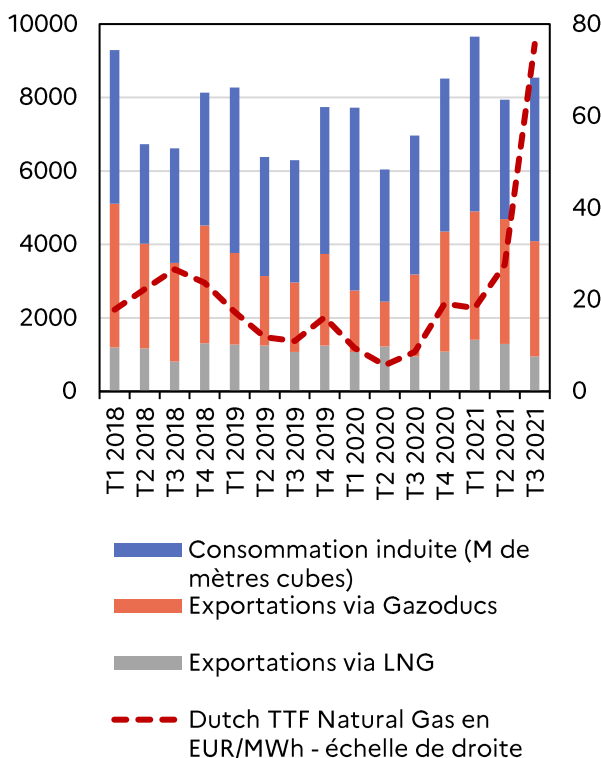
En septembre 2021, la production de pétrole de l'Algérie demeure inférieure aux niveaux observés en 2019, mais supérieure à la production de 2020. Le pays bénéficie néanmoins de la remontée des cours à un niveau

(>65 USD/b) qui n'avait plus été atteint depuis 2019.

Par ailleurs, d'après les données publiées par la *Joint Organisations Data Initiative (JODI)*, l'Algérie a augmenté sa production de gaz naturel de 25 % entre août 2020 et août 2021 tandis que l'année 2020 avait été marquée par un recul de 35 %. Cette dynamique intervient dans un contexte d'augmentation significative des prix du gaz au niveau mondial, particulièrement durant la période estivale. Le prix du gaz naturel hollandais - servant de référence sur les marchés *spot* au gaz algérien- a ainsi progressé de 69,51 USD entre janvier et septembre pour atteindre 88,6 USD/MWh. Au niveau des exportations, entre août 2020 et août 2021, l'Algérie a vu ses ventes de gaz naturel par GNL et gazoducs progresser respectivement de 12 % et 107 %.

Evolution des exportations, de la consommation et du prix du gaz

Sources : JODI, Yahoo Finance, Calculs SER



Le groupe Sonatrach attribue d'importants contrats gaziers à ses filiales

Le 10 octobre, le groupe Sonatrach a signé six contrats avec plusieurs de ses filiales, portant sur la réalisation d'infrastructures et des travaux de remplacement d'équipements, d'un montant global de 105 Mds DZD (soit 764 MUSD). Parmi eux, le cinquième contrat concerne le développement des champs gaziers de Tinhert vers Alrar ainsi que le projet de réalisation d'un réseau de collecte pour le raccordement de 73 puits de Tinhert vers Alrar par le groupement GCB/ENAC/SARPI. La réalisation de ces infrastructures pourrait accroître la production de gaz du pays de plusieurs milliards de mètres cubes par an – les experts estimant la production supplémentaire à environ 5 Mds m³ par an (480 millions de pieds cubes par jour). Pour rappel, selon la base de données JODI, en 2020, l'Algérie a produit 87,7 milliards de mètres cubes de gaz.

Agriculture

Suite à une baisse de la production de céréales, l'Algérie devrait augmenter ses importations de blé.

Alors que les autorités algériennes n'ont pas communiqué sur les résultats de la campagne agricole entamée en juillet 2020/2021, la FAO a quant à elle estimé pour 2020/2021, la production de blé du pays à 2,5 millions de tonnes (MT), celle de l'orge à 0,9 MT et le total céréales à 3,5 MT, ce qui représente une baisse de 34,2 % pour le blé (3,8 MT pour la campagne 2019/2020), de 47 % pour l'orge (1,7 MT en 2019/2020) et de 37,6 % pour l'ensemble des céréales (5,58 MT en 2019/2020). [Le rapport de l'USDA publié le 15 octobre 2021](#) confirme cette prévision de baisse de la production réalisée par la FAO. L'USDA estime, sur la base d'une analyse de la pluviométrie sur les périodes de la campagne et dans les différentes régions, qu'en raison de pluies insuffisantes, la production devrait diminuer de 2,5 MT pour le blé et de 1 MT pour l'orge. Ces données ont été également confirmées par les représentants des filières professionnelles algériennes dans leurs déclarations.

En outre, le rapport de l'USDA estime les importations de blé (tendre et dur) à 7,548 MT au cours de l'exercice 2020/21, et prévoit qu'elles seront de 8 MT au cours de l'exercice 2021/22, malgré les mesures actuellement en place pour réduire les importations. Concernant l'orge, les données montrent que l'Algérie a importé un total de 0,834 MT entre juillet 2020 et juin 2021.

Par ailleurs, le dernier [Commodity Markets Outlook d'octobre 2021](#), réalisé par la Banque Mondiale, estime que les importations de blé de l'Algérie devraient augmenter de 0,6 MT sur l'année en cours avant de revenir à un niveau inférieur à celui de 2019 soit 7 MT en 2021-2022. La Banque fonde sa prévision non seulement sur la production et la consommation, mais aussi sur

la constitution de stocks de la part du pays. L'Algérie s'est en effet constitué des stocks de précaution dans le contexte de volatilité des cours mondiaux des céréales et de réduction de ses réserves en devises. Face à une flambée attendue des prix du blé dans les prochains mois, la Banque Mondiale pense que ces stocks seront en partie utilisés, expliquant la différence d'1 MT avec la prévision d'importations de l'USDA.

Évolution des importations et des stocks de blé de l'Algérie entre 1970 et 2022 (M tonnes)

Source : Banque Mondiale

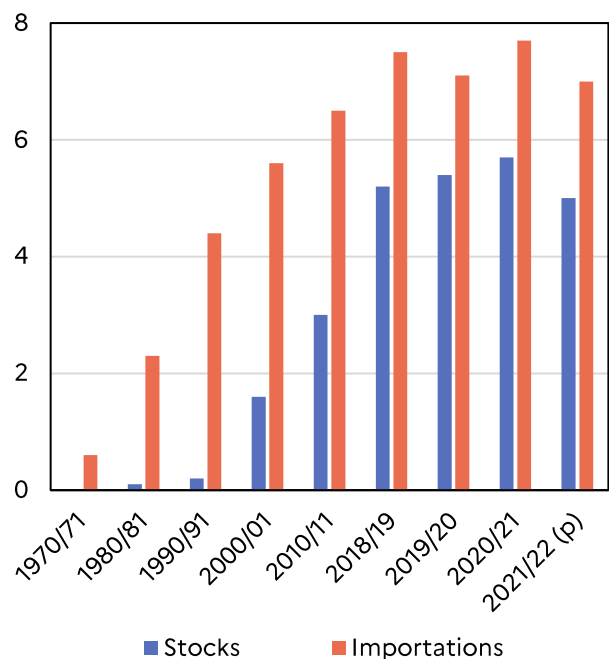


TABLEAU DE BORD – INDICATEURS CLEFS

Population (1 ^{er} janvier 2020, ONS)	44 millions d'habitants
PIB/habitant en USD PPA 2017 (prix constants 2020, FMI)	10 824 USD
Indice de développement humain (2020, PNUD)	0,748 (91 ^e /189)
Taux de chômage (mai 2019, ONS)	11,4 %
Taux de change moyen EUR/DZD (28 octobre 2021, Banque d'Algérie)	158,04
Taux de change moyen USD/DZD (28 octobre 2021, Banque d'Algérie)	137,17
Prix du baril de pétrole brut (Sahara Blend – septembre 2021, OPEP)	73,9 USD

INDICATEURS MACROÉCONOMIQUES ANNUELS

		2018	2019	2020	2021 (e)	2022 (p)
PIB, croissance et inflation	PIB / habitant (Mds USD, prix courants FMI)	4 119	3 940	3 337	3 638	
	Taux de croissance du PIB (% , prix constants)	1,2	0,8	-4,9	3,4	
	Taux de croissance du PIB hors hydrocarbures (% , prix courants)	2,9	2	-3,9	2,3	1,9
	Taux d'inflation (moyenne annuelle)	4,3	2	2,4	6,5	7,6
Comptes publics	Solde budgétaire (% du PIB)	-6,8	-9,6	-11,7	-13,4	-10,4
	Dette publique (% du PIB)	38	46	56	59	63
	Dette extérieure brute (% du PIB)	2,3	2,2	2,4	3,5	4,7
Comptes Externes	Importations de biens et services (Mds \$)	60,1	54,3	42,9	47,3	46,2
	Exportations de biens et services (Mds \$)	44,4	38,6	24,9	38,7	41,2
	Balance commerciale (biens et services, Mds \$)	-15,7	-15,7	-18	-8,6	-5
	Balance courante (Mds \$)	-16,9	-17	-18,7	-12,5	-9,2

Source : FMI

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service Économique Régional d'Alger
Pour s'abonner : valentin.georges@dgtresor.gouv.fr

CLAUSE DE NON RESPONSABILITE : Le Service Économique Régional (SER) d'Alger s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour. Le SER ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation, du partage et de l'interprétation des informations contenues dans cette publication.